Cahiers de Psychologie Politique

N° 17 | 2010
Littérature et politique Juillet 2010

Simone Weil face aux États totalitaires

Géraldi LEROY

Édition électronique :
URL : https://cpp.numerev.com/articles/revue-17/1436-simone-weil-face-aux-etats-totalitaires
DOI : numerev_614
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 20/07/2010

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : LEROY, G. (2010) Simone Weil face aux États totalitaires. *Cahiers de Psychologie Politique*, (17). https://doi.org/10.34745/numerev_614

Mots-clés :

Les années 30 ont connu une période de crise profonde et multiforme. Chacun à leur manière, le fascisme italien, le nazisme, le communisme soviétique ont prétendu apporter des solutions radicales aux défaillances que connaissait alors le libéralisme. Dès le début de la décennie, Simone Weil, jeune professeure profondément investie dans le militantisme syndical[1] et évoluant dans une mentalité révolutionnaire, s'est interrogée sur la nature de ces régimes d'inspiration totalitaire. Conformément à une attitude de principe chez elle, elle entendait soumettre les idées reçues à un examen sans complaisance en tous les domaines. Elle tint ainsi à se forger une opinion personnelle sur la nature et le devenir du nazisme par un contact direct avec l'Allemagne en proie à l'attraction hitlérienne. Décision tout à fait logique vu l'importance du socialisme allemand dans l'histoire du mouvement ouvrier international et aussi en raison de la confusion générée dans certains milieux populaires par la phraséologie révolutionnaire du national-socialisme. Son séjour donna lieu à une série d'analyses témoignant d'une remarquable lucidité sur la conjoncture qu'elle avait observée. On citera en particulier "L'Allemagne en attente, impressions d'août et septembre" (25 octobre 1932), contribution parue dans *La Révolution prolétarienne*, revue syndicaliste révolutionnaire antistalinienne. Les données contenues dans cet article ont été développées dans dix numéros de *L'École émancipée*, organe de la FUE, du 4 décembre 1932 au 5 mars 1933[2].

L’Allemagne des années trente

Quand Simone Weil arrive en Allemagne en juillet 1932, le pays est dramatiquement en proie aux effets de la crise mondiale. Elle insiste dans ses commentaires sur les conséquences tant sociales que psychologiques qui en résultent.

> On voit, en Allemagne, d'anciens ingénieurs qui arrivent à prendre un repas froid par jour en louant des chaises dans les jardins publics ; on voit des vieillards en faux-col et en chapeau melon tendre la main à la sortie des métros ou chanter d'une voix cassée par les rues. Des étudiants quittent leurs études, et vendent dans la rue des cacahuètes, des allumettes, des lacets ; leurs camarades jusqu'ici plus heureux, mais qui n'ont pour la plupart

> aucune chance d'obtenir une situation à la fin de leurs études, savent qu'ils peuvent d'un jour à l'autre, en venir là. Les paysans sont ruinés par les bas prix et les impôts. Les ouvriers des entreprises reçoivent un salaire précaire et misérablement réduit ; chacun s'attend à être un jour ou l'autre rejeté à cette oisiveté forcée qui est le lot de près de la moitié de la classe ouvrière allemande ; ou, pour mieux dire, à l'agitation harassante et dégradante qui consiste à courir d'une administration à l'autre pour faire pointer sa carte et obtenir des secours. [...] L'ouvrier, le petit-bourgeois allemand, n'a pas un coin de sa vie privée, surtout s'il est jeune, où il ne soit touché ou menacé par les conséquences économiques et politiques de la crise. Les jeunes, pour qui la crise est l'état normal, le seul qu'ils aient connu, ne peuvent même pas y échapper dans leurs rêves. Ils sont privés de tout dans le présent, et ils n'ont pas d'avenir[3]

De la situation décrite, elle relève les virtualités apparemment révolutionnaires. Une crise économique d'une ampleur exceptionnelle, un mécontentement général profond, des accès de violence récurrents incitent à croire à un prochain bouleversement radical conforme aux schémas marxistes. D'ailleurs, les trois principaux partis de l'époque (socialiste, communiste, national-socialiste) se disent à la fois socialistes et révolutionnaires. L'originalité de Simone Weil va justement être de considérer que la croyance largement partagée dans les milieux de la gauche en un tel processus est illusoire.

Elle s'attache à montrer que la gauche allemande, malgré son importance numérique et d'indéniables qualités humaines, est incapable d'infléchir la situation dans un sens conforme à ses vœux. Au contraire, elle est gravement menacée dans ses structures, dans ses acquis, dans la vie même de ses militants. Tels éléments de la situation qui, à première vue, pouvaient orienter les événements vers une issue révolutionnaire sont en fait des facteurs d'immobilisme. Les chômeurs souvent déresponsabilisés par des années d'inactivité sont peu susceptibles de s'engager dans une action énergique et trop désorientés pour concevoir une nouvelle forme d'organisation économique. Quant aux ouvriers pourvus d'un emploi, la précarité même de cet emploi leur dicte la nécessité de ne pas risquer la sécurité relative dont ils profitent. Une telle conjoncture, loin de solidariser ses victimes, les oppose en réalité de manière implacable : les travailleurs, si peu privilégiés qu'ils soient, se sentent menacés par la masse des chômeurs qui sont à tout moment des remplaçants potentiels en cas de conflit avec les employeurs. Au total, les sentiments révolutionnaires ne sont excités que dans un premier temps ; plus la crise s'approfondit, plus elle compromet l'unité ouvrière et plus elle la détourne de s'attaquer aux structures sociales.

Refusant l'idée d'un débouché révolutionnaire de type marxiste à la situation allemande, Simone Weil ajoute une autre conviction qui la différencie de l'opinion majoritaire à gauche : elle prévoit un avenir durable pour le nazisme. Non qu'elle soit dupe de sa démagogie populiste à laquelle se laissèrent prendre beaucoup d'Allemands (et aussi des Français comme Brasillach et Drieu la Rochelle) au moins jusqu'à

l'assassinat de Gregor Strasser et des chefs de la "gauche" du parti (30 juin 1934). Elle souligne le caractère incohérent de son recrutement et de sa propagande. Le mouvement hitlérien regroupait en effet des intellectuels, des employés, des paysans, des chômeurs dont les intérêts n'étaient pas forcément compatibles. Un seul lien réunissait ces diverses catégories : le refus violent du régime établi et l'attente confuse "d'un régime idyllique". On pouvait donc formuler la contradiction essentielle au parti national-socialiste en disant que c'est "le parti des révolutionnaires inconscients et irresponsables4."

Cela étant dit, elle se garde, lors de ce tournant des années 1932-1933, de sous-estimer, contrairement à une grande partie de l'opinion (à laquelle se ralliait Léon Blum lui-même), son aptitude à se maintenir au centre de la vie politique allemande. Commentant les élections générales du 6 novembre 1932, elle ne conclut pas du recul hitlérien (un million de voix perdues) à la prochaine désagrégation du mouvement. Mettant en perspective la médiocrité des résultats obtenus par le "gouvernement des barons" et les progrès enregistrés par le parti communiste, elle saisit d'emblée que la grande bourgeoisie trouvera obligatoirement un recours dans le parti hitlérien et que ce dernier, ainsi devenu indispensable dans la lutte contre les forces de gauche, en retirera un surcroît de puissance. Simone Weil analyse avec une grande pénétration la signification véritable des actions pseudo-révolutionnaires perpétrées par les nazis : elles constituaient en fait un moyen de chantage à l'égard de la grande bourgeoisie ainsi sommée de procéder à une alliance qu'elle n'aurait pas spontanément souhaitée. Elle a lucidement interprété le jeu pervers pratiqué par le national-socialisme activant puis arrêtant la grève des transports à Berlin. Ces observations montrent que, contrairement à l'interprétation marxiste officielle de son temps, elle reconnaissait au nazisme une spécificité qui le différenciait d'une expression pure et simple de la bourgeoisie.

Une troisième originalité se dégage : l'appréciation quant aux capacités de la gauche allemande à contrer la montée du mouvement hitlérien. Elle est très sévère à l'égard de la social-démocratie dans laquelle elle dénonce une organisation objectivement complice du pouvoir. Si le SPD a obtenu d'indéniables avantages sociaux (caisses de secours, bibliothèques, écoles) au cours de son histoire, l'institution même de son rôle à l'intérieur du régime la prive d'une véritable indépendance à l'égard de l'État. D'autre part, la puissance de l'organisation du parti a sécrété une bureaucratie privilégiée peu soucieuse de compromettre ses privilèges. Ainsi a-t-on vu dans nombre des conflits sociaux survenus depuis l'apparition de la crise la social-démocratie s'abstenir de relayer les aspirations de la base ou même briser les grèves. Pour elle, "il s'agit d'éviter les formes aiguës de la lutte des classes, de conserver la paix à tout prix5."

Or la crise fragilise un tel objectif. Les avantages consentis par la bourgeoisie dans les phases de prospérité économique sont remis en question. Mais une révolte éventuelle risquerait de dissocier la solidarité de fait existant entre la social-démocratie et la bourgeoisie, celle-ci mesurant que celle-là n'est plus en mesure de préserver le consensus sur lequel reposaient les rapports sociaux. La classe dirigeante sera donc tentée de recourir aux nazis pour s'en faire un ultime rempart. Bref, la puissance

apparente du parti ne le rend aucunement opérationnel contre l'hitlérisme. A l'inverse de ses principaux leaders, elle soutient au contraire qu'il est fortement menacé dans son existence même. L'avenir montrera la justesse de ses vues alors paradoxales.

La posture du Parti Communiste

La collaboratrice de *L'École émancipée* consacre la majeure partie de ses commentaires au parti communiste allemand qui jouissait d'un grand prestige révolutionnaire, qui se présentait lui-même comme l'avant-garde du prolétariat et qui, aux yeux de beaucoup d'antifascistes, paraissait la seule force assez déterminée et assez structurée pour tenir tête à l'hitlérisme. L'insistance mise par Simone Weil dans l'analyse du KPD montre qu'elle avait conscience de s'attaquer à des convictions solidement établies dans l'opinion de gauche. Mais le souci dépourvu de la moindre complaisance qu'elle avait pour la vérité la poussait à dissiper les illusions dès lors qu'elle les avait reconnues. Elle n'hésitera donc pas à bousculer les idées reçues et à nier que le parti de Thaëlmann, malgré les six millions de voix obtenues aux élections de novembre 1932 et malgré la vitalité des associations qu'il contrôlait, constituait une parade crédible au nazisme. Elle reconnaît volontiers l'héroïsme de ses militants, mais n'en prétend pas moins que le statut du KPD dans la société et le prolétariat allemands ainsi que la tactique qu'il applique le rendent inapte à une lutte qui ait quelque chance de succès. D'abord, sa capacité d'action est considérablement réduite par la sévère répression gouvernementale dont il est l'objet et par les entraves apportées à sa presse. D'autre part, il regroupe essentiellement des chômeurs dont les tendances à la radicalisation sont redoutées comme des manifestations d'aventurisme par les ouvriers pourvus d'un emploi. Plus fondamentalement encore, cette composition le prive, à la différence de la social-démocratie, d'une solide implantation dans les entreprises : "Le parti communiste allemand se trouve sans lien avec la production[6]." Le problème pour lui est donc de trouver les moyens qui lui permettraient d'accroître son influence auprès des ouvriers socialistes et même auprès des ouvriers hitlériens qui croient à la volonté révolutionnaire du nazisme." Or, par une perversité qui semble diabolique, le parti communiste mène une politique exactement contraire[7]."

L'alliance des deux principales composantes du mouvement ouvrier allemand aurait certainement constitué une force décisive. Mais précisément, le KPD ne concevait le "front unique" contre l'hitlérisme qu'à la base, c'est-à-dire réalisé directement avec les ouvriers réformistes indépendamment de leur organisation propre. Cette tactique visant à les séparer de leurs chefs s'est naturellement heurtée à une fin de non-recevoir, d'autant qu'elle s'accompagnait d'une polémique intense contre la social-démocratie qualifiée de "social-fasciste". Hitler devenu chancelier, le SPD se résolut pourtant à un effort de rapprochement avec le KPD à qui fut offert le front unique contre le capitalisme et le fascisme. Jusqu'à l'incendie du Reichstag et la répression qui s'ensuivit, cette ouverture ne reçut pas de réponse. Par ailleurs, Simone Weil dénonça certaines collusions ponctuelles entre hitlériens et communistes, fâcheuses en ce sens qu'elles pouvaient laisser croire au caractère réellement socialiste du nazisme. En s'appuyant

sur quelques épisodes significatifs, elle montra que, réduit à ses propres forces, le KPD était incapable d'influer sur le cours des événements. En définitive, elle formula une conclusion très ferme : "Un tel parti peut propager des sentiments de révolte, non se proposer la révolution comme tâche8."

On conviendra sans nul doute de la pénétration des idées de Simone Weil sur la situation allemande de l'époque. La suite les a largement vérifiées. Une perplexité demeure pourtant au terme de la lecture des articles qu'elle a consacrés à la situation allemande de l'époque. L'antisémitisme allemand n'est que fugitivement évoqué, simplement mentionné comme l'un des éléments démagogiques de la propagande hitlérienne. Cette discrétion ne relève certainement pas du hasard ; elle sera confirmée par la suite puisque l'auteur de *L'Enracinement* ne parlera jamais du génocide en tant que tel. L'interprétation de cette attitude dépasse notre sujet et ne peut être développée ici. Elle renvoie à la relation complexe que Simone Weil a entretenue avec sa judéité (elle refusait obstinément de se définir comme juive).

L'Internationale communiste et l'URSS

La politique sectaire étant dictée par l'Internationale communiste, c'est-à-dire par l'URSS elle-même, c'est l'image de cette dernière qui devenait suspecte aux yeux de Simone Weil. A partir de cette même année 1932 où prit place son voyage en Allemagne, elle soumet le cas soviétique à un examen critique. Là aussi, elle témoigne d'une rare perspicacité, se distinguant non seulement des communistes, mais aussi d'observateurs non communistes abusés par la propagande et la mise en scène habituelles au pays de Staline. Édouard Herriot (pour nous borner à un exemple révélateur), traversant l'Ukraine en 1933, n'y voyait que prospérité alors que la région succombait à une famine qui fit des millions de morts9 !

En avril 1929, la XVI^{e} conférence du PCUS avait assigné au premier plan quinquennal des objectifs extraordinairement élevés. Il s'agissait d'augmenter la production industrielle de 136 %, la productivité du travail de 110 % tout en abaissant les coûts industriels de 35 %. L'année suivante, le congrès du Parti augmentait encore les exigences10. Pour atteindre ces objectifs totalement irréalistes, le pouvoir recourut à toute une série de mesures incitatives et répressives à la fois visant à combattre l'absentéisme, à rationaliser le travail, à hausser les normes de la productivité, à stimuler l'émulation des travailleurs par une rémunération différenciée. Des "brigades de choc" furent constituées et la propagande exalta les performances individuelles et collectives les plus spectaculaires : on connaît l'exemple du fameux Stakhanov.

Simone Weil n'a pas tardé à saisir la signification pratique de l'industrialisation à outrance. Une interview de Staline se déclarant en juin 1932 impressionné par la productivité industrielle des USA la conduit à relever chez lui, quoi qu'il en dise, une fascination pour le taylorisme caractérisant l'industrialisme américain. Or, ce système n'amène l'ouvrier au plus haut rendement qu'au prix d'une soumission complète au rythme des machines. De sorte que Staline s'accordait paradoxalement avec le

capitalisme tel que le définissait Marx, à savoir la subordination du "travail vivant aux produits inertes du travail passé, à l'outillage matériel[11]." Simone Weil désapprouve donc l'éloge du stakhanovisme parce que, synonyme de travail intensif, il accélère l'usure physique des travailleurs. Au nom du "progrès" considéré comme nécessaire et finalement bienfaisant, l'économie soviétique recourt aux mêmes contraintes que l'économie capitaliste et sacrifie sans scrupule les hommes à la croissance. Au terme de la rencontre qu'elle eut avec Trotski (fin décembre 1933), Simone Weil aura cette réflexion désabusée : "Au fond, L. D. et Lénine ont joué un rôle analogue à celui des grands capitalistes quand le capitalisme était encore "progressiste" – au prix de l'écrasement de milliers de vies humaines[12]."

L'économie soviétique souffre donc d'une dérive productiviste. Celle-ci se combine avec une dérive technocratique. Loin d'instaurer une rupture radicale avec le(s) capitalisme(s), le régime soviétique participe d'une tendance lourde des pays industrialisés contemporains dont l'économie est régie par une logique autonome, indépendante des idéologies politiques, relevant directement des décisions des techniciens spécialistes de la production. Cette idée d'une bureaucratie d'experts dominante est illustrée de manière cohérente et rigoureuse dans le grand article[13] "Perspectives. Allons-nous vers la révolution prolétarienne ?" (25 août 1933) L'auteur y expose que le pouvoir dans la grande industrie capitaliste est exercé non pas par les capitalistes eux-mêmes, mais par les ingénieurs et les administrateurs qui forment une caste décidant souverainement en matière d'organisation. En URSS, la dictature du prolétariat a dans les faits cédé la place à la dictature bureaucratique du parti décidant souverainement de la politique industrielle. Les modalités revêtues par le phénomène dans chacun des pays concernés peuvent certes être différentes. En Italie, en Allemagne, la bureaucratie s'est alliée au pouvoir financier, ce qui n'est évidemment pas le cas en URSS. Mais au total, dans chacun de ces trois pays, les syndicats sont placés sous la coupe de l'État. A cet égard, l'URSS ne peut se réclamer d'un statut particulier et son originalité en matière économique est sans aucune mesure avec les affirmations de sa propagande. L'ensemble des observations critiques formulées ci-dessus conduit en 1937 à un jugement radical de nature à scandaliser les adeptes du "politiquement correct" de l'époque.

> De part et d'autre, c'est la même mainmise de l'État sur presque toutes les formes de vie individuelle et sociale ; la même militarisation forcenée ; la même unanimité artificielle, obtenue par la contrainte, au profit d'un parti unique qui se confond avec l'État et se définit par cette confusion ; le même régime de servage imposé par l'État aux masses laborieuses à la place du salariat classique. Il n'y a pas deux nations dont la structure soit plus semblable que l'Allemagne et la Russie, qui se menacent mutuellement d'une croisade internationale et feignent chacun de prendre l'autre pour la Bête de l'Apocalypse[14].

Poursuivant son analyse critique, Simone Weil s'attaque à une autre conviction

fondamentale des partisans inconditionnels du régime stalinien en soutenant que la politique de l'URSS est une politique classique de grande puissance cherchant avant tout à conforter ses intérêts. L'instrument de cette politique est la constitution d'un appareil d'État articulé sur un parti communiste censé incarner la vérité historique, qui échappe à tout contrôle et qui est lui-même relayé par le Komintern qui commande également sans contrôle aux partis communistes nationaux. A la conférence de Genève sur le désarmement en 1932, Simone Weil observe que l'URSS ménage les puissances capitalistes, feint de prendre au sérieux leurs propositions en matière de désarmement, multiplie les offres de pactes de non-agression. Cette complaisance est dictée par sa volonté de mieux se concentrer sur ses objectifs propres. Mais ce faisant, elle renonce à son rôle de nation révolutionnaire à vocation internationaliste. Simone Weil s'en offusque d'autant plus que l'anticolonialisme se constitue au début des Années 30, parallèlement au pacifisme, comme l'un des axes principaux de son engagement[15].

> J'attends que l'on me montre, ces deux ou trois dernières années, un acte de solidarité envers les peuples opprimés. Ce que je sais en revanche, c'est que [...] l'URSS, dans les clauses du pacte de non-agression franco-russe, a renoncé à protéger les organisations indigènes en lutte contre notre impérialisme et à les abriter sur son territoire[16].

Les relations avec l'Allemagne (dont Simone Weil a pu observer les effets au cours de son voyage de l'été 1932) confortent son analyse. On sait que le parti communiste allemand, sur injonction de l'Internationale, avait refusé toute alliance avec les sociaux-démocrates sous prétexte que, aux dires de Staline, "le fascisme et le social-fascisme sont des frères jumeaux." En pratique, parallèlement au discours antifasciste officiel, l'URSS a maintenu avec l'Allemagne nazie une coopération économique à un haut niveau. Ainsi se comprend la modération de l'URSS dans la condamnation des mesures de répression frappant les communistes allemands. Elle s'est refusée à intervenir en faveur des militants assassinés ou torturés. Plus grave encore, les frontières de l'Union soviétique ont été fermées aux communistes pourchassés. Le paradoxe est d'autant plus frappant que ces derniers ont trouvé refuge dans les pays capitalistes ! Seules les mesures menaçant ses intérêts d'État ont suscité des réactions de la part de l'URSS, quand par exemple des perquisitions ont été effectuées dans ses représentations commerciales.

Les grands tournants

De l'ensemble des faits relatés découlent deux conclusions. D'une part, le régime soviétique a cessé d'être révolutionnaire. La subordination de l'Internationale communiste à un appareil d'État explique la perte de l'élan révolutionnaire. A la suite de Trotski, Simone Weil discerne en effet deux caractéristiques essentielles de la bureaucratie : la peur devant le risque et d'autre part l'autoritarisme. Quels que soient les moyens de coercition auxquelles elle recourt, "ce qu'une bureaucratie est incapable

de faire, c'est une révolution17". Ce même appareil d'État détermine une deuxième conséquence d'importance : "l'URSS n'a plus aucun titre à être considérée comme la "patrie socialiste18". C'est ici Marx lui-même qui est convoqué. L'auteur de *La Guerre civile en France* (avril 1871) n'a-t-il pas écrit que "briser la machine bureaucratique et militaire, c'est la condition de toute révolution populaire sur le continent19 ?"

S'il est vrai que l'État soviétique naissant a dû faire face à de très fortes oppositions internes et externes qui expliquent en partie du moins le recours aux mesures autoritaires qu'il a mises en œuvre, force est de constater, souligne Simone Weil, que les bolcheviques ont réédité ce qu'ont fait tous les révolutionnaires du passé, à la seule exception des Communards, "à savoir perfectionner l'appareil d'État au lieu de le briser20". Ainsi, le stalinisme a installé un système qui est l'antithèse exacte de l'inspiration fondamentale d'un régime communiste, d'où la nécessité de rappeler cette vérité d'évidence : "bien que l'influence des réformistes et des staliniens l'ait fait oublier depuis longtemps, le socialisme, c'est la souveraineté économique des travailleurs et non pas de la machine bureaucratique et militaire de l'État21". Ce principe n'étant pas appliqué, "il n'y a aucune différence entre l'État russe et un patron, sinon que l'État russe possède non pas simplement les moyens de production et d'échange, mais encore une politique et une armée, et empêche par la force ses ouvriers de vendre leur travail à un autre patron22".

Il va de soi qu'au-delà de ces conditions théoriques, Simone Weil n'adhérait pas aux affirmations de la propagande soviétique sur la condition ouvrière dans les territoires où régnait le régime issu de la Révolution d'Octobre. Ses jugements sévères attestent qu'elle n'y voyait que mensonges. Dans une lettre datant apparemment du début de 1934 adressée à "chère petite"(une de ses anciennes élèves), elle prononce cette condamnation formelle : "Dans aucun pays, même au Japon, les masses travailleuses ne sont plus misérables, plus opprimées, plus avilies qu'en Russie23". A Claude Jamet, elle confie cette réflexion qu'il a consignée dans son journal le 3 septembre 1935 : "L'URSS est pire que la Russie tzariste24"

Dans les Années 20, l'Internationale communiste n'avait cessé de présenter comme une trahison l'adhésion des partis socialistes à l'effort de guerre de leurs pays respectifs. D'autre part, l'URSS se jugeait alors menacée par une offensive des puissances capitalistes et encourageait de ce fait une propagande pacifiste qu'elle jugeait utile à sa sauvegarde. Ce positionnement avait alors attiré vers le PCF la sympathie de certains intellectuels au premier rang desquels Anatole France et Romain Rolland et constitué une cause essentielle des ralliements en sa faveur. Il est clair qu'une telle orientation ne pouvait que séduire la jeune Simone Weil animée alors d'un ardent pacifisme. Or, les enseignements de la crise allemande rappelée plus haut avaient convaincu l'Internationale du caractère erroné de sa stratégie et entraîné une réévaluation de sa politique. Elle s'était résolue à envisager une alliance avec toutes les forces se réclamant de l'antifascisme sans exclure des alliances militaires avec les démocraties bourgeoises décidées à s'opposer au nazisme. Une illustration spectaculaire de la nouvelle ligne fut donnée par la signature du pacte franco-soviétique entre Laval et Staline le 5 mai 1935.

En toute logique, le pacifisme intransigeant de Simone Weil qui se prolongea jusqu'à l'invasion de la Tchécoslovaquie en mars 1939 ne pouvait que redouter la dérive potentiellement guerrière contenue dans un tel accord. Elle ne cessera d'en dénoncer les dangers et s'opposera au sein du Comité de Vigilance des intellectuels antifascistes à la fraction communisante de cette instance. Ces réticences expliquent pourquoi elle n'a pas adhéré complètement aux objectifs du Front populaire dont on oublie assez généralement que la motivation première était l'antifascisme. Dans une lettre (automne 1934) aux Thévenon elle écrit : "Quant à la lutte antifasciste, impossible de la mener à bien sans se lier à ceux qui nous préparent une bonne petite guerre aux côtés de la Russie, alors je m'abstiens25". Cette conviction de la paix comme bien suprême l'a amenée à approuver résolument la politique de non-intervention durant la guerre d'Espagne tout en ayant parfaitement conscience que cette attitude exposait la République espagnole à un péril mortel. De cette contradiction assumée elle concluait que ce qui n'avait pas été fait pour l'Espagne afin de préserver la paix européenne avait encore moins de raison de l'être en faveur de l'URSS étant donné la nature de cette dernière". Nous exposons à la défaite, à l'extermination une révolution toute neuve, débordante de vie, riche d'un avenir illimité, et nous partirions en guerre pour ce cadavre de révolution qui a nom URSS ! 26".

Les atteintes portées aux libertés ont achevé de radicaliser l'opposition de Simone Weil au stalinisme. Déjà, on l'a vu, elle était heurtée par la confiance illimitée mise chez les révolutionnaires russes dans le développement des forces de production. Or, la difficulté d'atteindre les objectifs irréalistes fixés par les planificateurs fut interprétée par les autorités peu disposées à remettre en cause leurs présupposés idéologiques comme une volonté de sabotage. Une première grande purge fut dirigée en 1929 contre les opposants au "grand tournant" qualifiés d'ennemis du peuple. À partir de la mort de Kirov en décembre 1934 jusqu'au début de 1938 la purge fut ininterrompue, visant des catégories aux contours redoutablement mal définis, les éléments "socialement étrangers" et "socialement douteux". Partout est soupçonnée la main invisible d'un ennemi de classe, toujours présent, toujours masqué, le vague des critères allégués entraînant un flot de délations.

Jamais Simone Weil n'a qualifié de "formelles" les libertés démocratiques lesquelles s'opposeraient aux libertés "réelles" qui découleraient de la fin de l'oppression capitaliste. L'article "Perspectives. Allons-nous vers la révolution prolétarienne ?" cité plus haut avait d'ailleurs montré que la technocratie augmentait son emprise partout dans les grands pays industrialisés, y compris en URSS, et que la suppression du capitalisme libéral n'entraînait pas *ipso facto* la fin de toute aliénation27 Jamais, elle n'a considéré que la fin justifiait les moyens et qu'en tout état de cause l'individu devait être sacrifié au collectif, surtout quand cet "intérêt dit collectif [...] est représenté par la bureaucratie d'État28". Elle trouva dans l'affaire Victor Serge un cas emblématique. Cet ancien anarchiste avait embrassé la révolution russe à ses débuts et était entré dans l'appareil du Komintern. Vite heurté par la centralisation du pouvoir, il avait critiqué certains choix stratégiques comme le soutien accordé à Tchang-Kaï-Chek dans la révolution chinoise. Exclu du PCUS, il fut incarcéré à deux reprises. Sa notoriété d'écrivain révolutionnaire lui valut d'être vigoureusement défendu par les organes de la

gauche oppositionnelle (*La Révolution prolétarienne, La Critique sociale*), eux-mêmes pris à partie par la presse communiste tandis que les compagnons de route observaient un silence prudent[29]. Simone Weil s'indigne que beaucoup de gens croient très révolutionnaire de se désintéresser du sort de Victor Serge "sous prétexte que Victor Serge n'est qu'un individu[30]".

Aux allégations péremptoires de la propagande présentant la constitution soviétique comme "la plus démocratique du monde", Simone Weil oppose la tenue et le déroulement des procès de Moscou qui éliminèrent des révolutionnaires éminents qui avaient montré leur détermination bolchevique en maintes occasions. Au moment du second de ces procès à grand spectacle (le procès dit Zinoviev-Kamenev en janvier 1937), la collaboratrice de *La Révolution prolétarienne* s'indigne d'une phrase figurant dans le rapport présenté au congrès de l'Union des syndicats de la région parisienne qui faisait état, à propos des condamnés, de la "liquidation" de "l'avant-garde du fascisme" en URSS. Cette formule, écrit elle, est une ignominie qui dépasse la mesure[31].

Cette prise de position mérite d'être relevée car cette lucidité a été plutôt exceptionnelle à l'époque. Au début au moins, et si l'on excepte l'extrême droite toujours encline à supposer le pire quand il s'agissait du régime stalinien, l'opinion était déconcertée, ne sachant pas trop quoi penser. La presse communiste était déchaînée : elle rangeait immédiatement ceux qui émettaient le moindre doute sur la régularité de la procédure dans le camp des fascistes et des ennemis du prolétariat. *L'Humanité* reproduisait complaisamment les diatribes du procureur Vychinski. Aragon se surpassa : "Prétendre innocenter ces hommes, c'est reprendre la thèse hitlérienne sur tous ces points[32]". Face à cette intimidation, la gauche non communiste était embarrassée. Sa presse n'excluait pas que les accusés fussent coupables. *Vendredi*, hebdomadaire des écrivains favorables au Front populaire et qui était très soucieux de son image morale, garda une prudente réserve. L'un de ses trois directeurs, Jean Guéhenno, s'y exprimait avec circonspection le 10 octobre 1936 : "Nous gardons toute notre admiration à la grande œuvre socialiste qu'est en train d'accomplir le gouvernement de Staline. Toute entreprise pour paralyser ou détruire cet immense travail nous paraîtra toujours criminelle, et si le trotskisme est cette entreprise criminelle, le trotskisme est un crime". Les compagnons de route les plus illustres comme Malraux et Romain Rolland se refusèrent obstinément à prononcer la moindre condamnation à l'encontre des verdicts. Parmi les intellectuels de gauche, seul André Breton signifia publiquement son incrédulité et sa réprobation[33]. Derrière toute cette retenue, on devine évidemment la crainte d'accroître les tiraillements à l'intérieur du Front populaire, le souci de préserver une coalition fragile et au-delà une volonté très ancrée de ne pas compromettre l'alliance avec l'URSS ressentie comme indispensable pour contrer la menace hitlérienne.

L'originalité des analyses de Simone

Weil sur le fait totalitaire

Avec le recul du temps, l'originalité des analyses de Simone Weil sur le fait totalitaire est assurément moins frappante qu'à l'époque où elles furent énoncées ; la très grande majorité de nos contemporains souscrira aux considérations qu'elle a développées. Son mérite propre est de les avoir énoncées précocement. Certes, l'accès à des informations objectives sur le régime soviétique était malaisé, mais non impossible. Dans la lettre à "chère petite", les sources[34] utilisées sont clairement citées.

> D'une part des gens qui ont vécu là bas pendant des années, dont les témoignages concordent, et qu'on ne peut soupçonner de malveillance systématique (les uns sont allés en Russie par enthousiasme pour la révolution russe et ont eu des postes responsables dans l'Internationale communiste ; d'autres sont des ouvriers sans parti, mais de tendance révolutionnaire ; puis les documents officiels russes ; et même dans *L'Humanité*, si on la lit avec un esprit critique, on trouve des preuves de la barbarie et de l'oppression qu'on pare du nom de régime soviétique.

Encore fallait-il se donner la peine d'une enquête répudiant les tabous et les conformismes, débarrassée des illusions paresseuses ou rassurantes. Dans le contexte d'affrontement idéologique passionnel de ces années de crise, l'entreprise exigeait du courage, non seulement intellectuel, mais aussi physique. Les études qu'elle a produites sur la situation allemande de l'époque lui valurent des inimitiés. Certains de ses contradicteurs voulurent croire qu'elle se réjouissait des défaites du prolétariat allemand ou du moins que sa présentation des faits entraînait la démobilisation de la classe ouvrière face au nazisme. D'une façon générale, ses réflexions sur le phénomène stalinien lui attirèrent des répliques furieuses. Simone Weil n'en avait cure car elle entendait ne s'intéresser qu'à la vérité sans aucune compromission ou atténuation. "Rien au monde ne peut nous interdire d'être lucides. [...] Le plus grand malheur pour nous serait de périr impuissants à la fois à réussir et à comprendre". Une citation de Sophocle placée en tête de l'article d'où ces lignes sont extraites résume au mieux sa ligne de conduite : "je n'ai que mépris pour le mortel qui se réchauffe avec des espérances creuses[35]".

Sigles utilisés

OC II-1 : Simone Weil, *Œuvres complètes II, Écrits historiques et politiques*, volume 1,. *L'engagement syndical (1927-juillet 1934)*, textes rassemblés, introduits et annotés par Géraldi Leroy, Gallimard, 1988.
OC II-2 : Simone Weil, *Œuvres complètes II, Écrits historiques et politiques,*volume 2, *L'expérience ouvrière et l'adieu à la révolution (juillet 1934-juin 1937)*, textes établis, introduits et annotés par Géraldi Leroy et Anne Roche, Gallimard, 1991.
OC II-3 : Simone Weil, *Œuvres complètes II, Écrits historiques et politiques,*volume 3,

Vers la guerre (1937-1940), textes établis, présentés et annotés par Simone Fraisse, Gallimard, 1989.

1 En poste successivement au Puy (1931-1932) et à Auxerre (1932-1933), Simone Weil adhéra à la Fédération unitaire de l'enseignement qui puisait son inspiration dans le syndicalisme révolutionnaire hostile à la politique au sens parlementaire du terme, aux appareils partisans, tout entier tourné vers l'autoémancipation ouvrière. Au grand scandale de la hiérarchie universitaire et de l'opinion bien-pensante, elle milita activement aux côtés des mineurs et des chômeurs frappés par la crise.

2 L'ensemble des articles consacrés à l'Allemagne de cette période ont été recueillis dans OC II 1.

3 "La situation en Allemagne", L'École émancipée, 4 décembre 1932 (OC II 1, p. 141-142).

4 Op. cit., p. 124.

5 Op. cit. p. 161.

6 Op. cit., p. 166.

7 Op. cit., p. 130.

8 Op. cit., p. 129.

9 Fred Kupferman, Au pays des Soviets. Le Voyage français en Union soviétique, 1917-1939, Gallimard, 1979, p. 90.

10 Nicolas Werth, Histoire de l'Union soviétique, PUF, 1990, p. 231-232.

11 OC II, p. 366.

12 OC II-1, p. 321.

13 Op. cit., p. 260-281.

14 OC II-3, p. 55.

15 Voir Géraldi Leroy, "Les problèmes du colonialisme dans l'oeuvre de Simone Weil", Cahiers Simone Weil, septembre 1983.

16 OC II-1, p. 254.

17 Op. cit., p. 112.

18 Op. cit., p. 211.

19 Op. cit., p. 185-186. La citation de Marx est empruntée à sa lettre du 12 avril 1871à Kugelmann.

20 Op. cit., p. 185.

21 Op. cit., p. 266.

22 Op. cit., p. 312.

23 Fonds Simone Weil, Bibliothèque nationale.

24 Claude Jamet, "Quelques notes de journal concernant Simone Weil", Cahiers Simone Weil, mars 1982.

25 Lettre citée par Simone Pétrement, Vie de Simone Weil, Fayard, 1978, tome 2, p. 9. Urbain Thévenon était un instituteur syndicaliste de St-Étienne. Simone Weil a beaucoup fréquenté le couple quand elle était en poste au Puy et par la suite a entretenu une intéressante correspondance avec lui.

26 Projet d'article (fin 1936-début 1937), Œuvres complètes II, Écrits historiques et politiques, volume 2, L'expérience ouvrière et l'adieu à la révolution (juillet 1934-juin 1937), op. cit., p. 406.

27 Cette idée est développée dans la grande étude intitulée "Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale", OC II 2, p. 27-109.

28 OC II-1, p. 310.

29 Romain Rolland obtint la libération de Victor Serge au cours de son voyage de 1935 en URSS. Voir "L'Affaire Victor Serge", Communisme, n° 5, 1984.

30 OC II-1, p. 310.

31 OC II-2, p. 445.

32 Aragon dans Commune, 1937, p. 804-805.

33 Voir Tracts surréalistes et déclarations collectives, tome 1, (1922-1939), Éric Losfeld, 1980. Sur les procès de Moscou : Pierre Broué, Les Procès de Moscou, Éditions Complexe, 1987.

34 Au premier rang de ses sources figure Boris Souvarine (Boris Lifschitz) (1895-1984) qui fut l'un des fondateurs du PCF. Il siégera à la direction de l'Internationale. Mais il ne tarda pas à désapprouver les manœuvres contre les oppositionnels, contre Trotski en particulier, ce qui lui vaudra d'être exclu. Par la suite, il ne cessera de dénoncer la propagande et les agissements de Staline. Il publia un remarquable Staline. Aperçu historique du bolchevisme (1935) dont l'audience souffrit de sa date de publication : l'alliance sur laquelle reposait le Front populaire en voie de formation répugnait à

mettre en difficulté le PCF, une de ses composantes principales.

35 Cette citation de l'Ajax de Sophocle figure en tête de l'article "Perspectives. Allons-nous vers la révolution prolétarienne ? "